

NAÂMA

Le prix de la pastèque atteint les cimes

Alors que son prix n'a été qu'entre 50 et 70 DA juste avant le Ramadhan, aujourd'hui à travers les marchés, son prix signale au rouge et a atteint l'inimaginable. Il s'agit de la pastèque (melon d'eau) qui est cédée depuis le premier jour de Ramadhan à 140 DA le kg (faites le compte : une pastèque d'un peu plus de 8 kg a coûté 1 200 DA). Idem pour le melon jaune, qui était affiché au prix de 100 DA le kg, il s'est retrouvé également dès le premier jour de Ramadhan entre 160 et 180 DA (pourtant, ce dernier est produit et récolté dans la région de Moghrar).

Ces fruits au goût rafraîchissant et désaltérant, qui ont complètement disparu de meïdat-Ramadhan — dont la population a tant besoin durant cette période de jeûne et de grandes chaleurs — ont vu leurs prix enflammés et ne sont plus à la portée des moyennes et surtout des petites bourses et sont remplacés par le flan et les yaourts.

B. Henine

RAMADHAN À ANNABA

Une première semaine sanglante

Plus virulente que les années précédentes, une violence inouïe s'est emparée de Annaba durant la première semaine du mois du Ramadhan. Dès le premier jour déjà, la ville enregistra un odieux assassinat d'un jeune, commis à l'aide d'un couteau de boucher, par son beau-frère au quartier de Oued Kouba, juste à quelques minutes de la rupture du jeûne.

La violence ne s'arrêta pas là. Elle se poursuivra de plus belle avec l'agression, à la cité du 8-Mars, une heure avant le ftour, d'un officier de police par un délinquant connu des services de maintien de l'ordre public pour être un récidiviste notoire. Ce dernier, ayant arraché le sac à main d'une dame, a vite

été cerné par l'homme de loi présent sur les lieux. Mal lui en pris, il n'a pas hésité à sortir un couteau et lacérer le visage de l'officier pour se dégager. Transportée aux urgences de l'hôpital Ibn Rochd, la victime a subi une dizaine de points de suture.

Quarante-huit heures auparavant, c'est un autre

agent de l'ordre du commissariat du 2^e arrondissement de la place d'Armes (vieille ville) qui a fait les frais d'une agression par des animateurs de l'informel à qui on a saisi leur marchandise.

L'informel est également à l'origine d'une bataille rangée ayant éclaté entre deux clans de cette activité illégale. Originaires de Sidi Salem et de la place d'Armes, les antagonistes étaient armés de sabres, épées et barres de fer, un arsenal qui fait mal. Et ça s'est vérifié sur le champ de bataille : la rue Ibn Khaldoun, ex-rue Gambetta, l'une des principales sinon la principale rue commerçante de la

ville.

Plusieurs blessés de cette bataille ont été évacués aux urgences hospitalières et des arrestations ont été opérées parmi les protagonistes des deux clans par les forces de l'ordre qui n'ont pas tardé à intervenir pour mettre fin à la furie des uns et des autres.

D'ailleurs, suite à cet épisode sanglant, la rue Gambetta et les autres rues occupées à longueur d'année par les vendeurs de l'informel ont été nettoyées et une présence policière est visible sur les lieux pour empêcher le retour de cette catégorie d'individus.

A. Bouacha

AÏN-TÉMOUCHENT

Des formations pour les agents des APC

L'inspection générale de la wilaya, et dans ses nouvelles fonctions de formation au profit des agents d'accueil et d'orientation au niveau des sièges des APC et les annexes qui s'y rapportent, organise des sessions de formation à cette catégorie de fonctionnaires et à tous ceux des collectivités locales. Ses thèmes se rapportent à la manière d'accueillir les citoyens qui se rendent à ces administrations pour diverses raisons.

Dans le but de parfaire cette formation, l'inspectrice générale de la wilaya de Aïn-Témouchent Karima Masnouaâ dira : «En application avec la politique de l'Etat qui vise à réadapter et moderniser les institutions générales dans les volets humain et matériel afin qu'elles puissent

rendre service aux citoyens et répondre à toutes leurs préoccupations en matière d'orientation et prestations, en vue d'améliorer les prestations de services des agents et gagner la confiance de ces citoyens avec les services administratifs, l'Etat a décidé d'organiser des sessions de

formation continue pour parer contre toutes les carences et difficultés que pourraient rencontrer ces agents dans l'exécution de leur tâche administrative.»

Dans ce registre, l'inspectrice ajoute : «La wilaya conformément aux instructions du chef de l'exécutif tend à organiser des sessions de formation notamment pour les prestations de services administratifs et orientations dans les services de la carte grise et au niveau de toutes les collectivités locales.»

Il faut noter qu'un groupe d'agents d'administration des collectivités locales des daïras et communes ont bénéficié de

journées d'étude et de formation qui ont comporté des volets relatifs à l'amélioration de leurs tâches administratives comme la facilitation des mesures administratives et son amélioration, moderniser et requalifier les fonctionnaires affectés aux services d'attribution des cartes d'immatriculation, de l'assainissement du fichier électoral ainsi qu'une explication du décret présidentiel n° 15/247 relatif à l'organisation des transactions, des techniques de communication et la bonne gestion des activités quotidiennes des services de l'état civil.

S. B.

RELIZANE

Les restos du cœur contrôlés par la DCP

Selon une source crédible, la Direction du commerce de la wilaya de Relizane soumet, depuis le début du mois de Ramadhan, tous les restaurants de la Rahma, ouverts soit par les privés ou par le Croissant-Rouge algérien, à un contrôle strict en coordination avec la Direction de la santé, par mesure de précaution, pour se prémunir contre tout risque d'intoxication alimentaire.

Ces opérations de contrôle, qui vont se poursuivre tout au long du mois de Ramadhan, sont effectuées par des agents du

service de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, qui siègent au sein de la commission chargée de supervision de

ces structures provisoires de solidarité avec les catégories démunies et fragiles de la société.

D'après les déclarations d'un responsable de la Direction de commerce, la commission n'a enregistré jusqu'à maintenant, aucun cas d'infraction aux normes d'hygiène, ou de non-respect des conditions sanitaires de préparation des plats servis aux

citoyens qui rompent le jeûne dans ces restaurants.

Afin de s'assurer de l'efficacité du contrôle, les agents chargés de cette mission insistent sur l'hygiène des ustensiles utilisés, mais veillent aussi à la qualité des produits alimentaires et le respect des conditions de conservation.

A. Rahmane

BLIDA

Un citoyen arrêté avec un pistolet automatique à Mouzaïa

Exploitant une information faisant état de possession d'une arme à feu par un citoyen, les éléments de la Sûreté de daïra de Mouzaïa, à 15 kilomètres à l'est de Blida, ont ouvert une enquête qui s'est soldée par l'arrestation du mis en cause qui, effectivement, possédait un pistolet automatique, sans permis de port d'arme.

Ce dernier, qui est originaire de la commune de Bougara, a

avoué qu'il avait acheté ce pistolet en Tunisie pour la somme de

800 euros et qu'il l'avait dissimulé dans le coffre de sa voiture pour le faire entrer en Algérie.

L'enquête a révélé également qu'il avait un complice, lequel cachait chez lui l'arme en question.

Les deux mis en cause ont été présentés devant le juge qui les a

placé sous contrôle judiciaire.

Par ailleurs, la Sûreté de wilaya de Blida a procédé, durant la première semaine du mois de Ramadhan, à plusieurs opérations coups-de-poing dans les points chauds des daïras de Ouled Yaïch, Bouinan et Bougara, au terme desquelles

195 personnes ont été interpellées pour identification. Ainsi, deux individus ont été arrêtés dont l'un était activement recherché par la justice et l'autre pour détention de kif traité. Ces deux derniers ont été placés en détention provisoire.

M. B.

**ÉCOLE NATIONALE
POLYTECHNIQUE D'ORAN**

Ouverture d'un nouveau master «écolo»

L'Ecole nationale polytechnique d'Oran (ENPO) va se lancer dans l'ouverture d'un master spécialisé qui sera consacré à ce que l'on appelle «l'économie verte», et cela grâce à la collaboration de deux autres institutions universitaires qui sont : l'Ecole des mines de St-Etienne (France) et l'Université Senghor d'Alexandrie (Égypte).

Ce nouveau master «Territoire, Technologie et Financement de Portefeuille de Projets Innovants pour l'Economie Verte» MS-PPIEV, sera un diplôme de troisième cycle, axé sur les quatre secteurs stratégiques en matière environnementale : énergie renouvelable, efficacité énergétique, gestion durable des déchets et mobilité durable.

C'est à l'initiative de l'ONG R20, qui a installé un bureau régional à Oran, que ce nouveau master va être enseigné, d'autant que l'ONG en question s'efforce de mettre en place une culture de l'économie verte, de gestion urbaine de réduction des dépenses énergétiques ainsi que l'émergence de micro-projets de développement durable.

L'objectif étant multiple comme expliqué par le bureau R20, à savoir permettre aux cadres relevant des collectivités locales et le mouvement associatif de développer des compétences pour «la prise en charge des projets articulant les politiques locales, les solutions techniques adaptées et les moyens de financement». Il s'agit aussi de préparer les apprenants aux enjeux de l'économie verte dans le cadre de l'agenda post-2015 en développant cette triple compétence, a-t-on appris par le biais d'un communiqué.

A noter encore que la formation se déroulera en grande partie à Oran.

Fayçal M.